

Les crédits

partie de nos travaux au Québec, chose que mes collègues de l'opposition officielle doivent sûrement apprécier et encourager.

En plus de rationaliser notre infrastructure dans le domaine de la recherche, nous réaffectons également les ressources pour financer un projet d'investissement de contrepartie. Ce fonds soutiendra des projets de recherche conjoints lancés par l'industrie. Le gouvernement apportera une contribution égale à celle de l'industrie, jusqu'à concurrence de 35 millions de dollars. Si l'industrie réagit bien à cette initiative, cela pourrait conduire à un investissement de 70 millions de dollars d'ici à la fin du siècle. On compensera ainsi, en partie, les réductions et on s'assurera que l'argent est bien dépensé là où l'industrie peut le mieux l'utiliser.

En conclusion, je voudrais simplement souligner à nouveau que nous entendons tout d'abord assurer la sécurité des aliments dans le cadre d'un système d'inspection, tout en réduisant les chevauchements, en établissant des règles du jeu égales pour les producteurs canadiens, grâce à de meilleurs contrôles aux frontières, et en partageant le coût des services avantageux pour l'industrie. Nous avons toujours l'intention de garantir une masse critique suffisante dans le domaine de la recherche et des transferts technologiques pour la sécurité de nos approvisionnements alimentaires et la viabilité de nos ressources agricoles.

En tant que représentante des gens de Guelph—Wellington, qui contribuent tous de façon importante à notre chaîne alimentaire, je souscris à ces initiatives. Je félicite le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de veiller à ce qu'on respecte nos principes directeurs, malgré les compressions dans le financement.

[Français]

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Madame la Présidente, la députée de Guelph—Wellington a beaucoup de chance puisqu'elle peut compter dans sa circonscription une université qui porte ce nom. Le gouvernement fédéral et plusieurs organismes paragouvernementaux confient des budgets importants en recherche à l'université qui se trouve dans sa circonscription.

Malheureusement, vous admettez comme moi que ce ne sont pas tous les comtés qui possèdent des universités de la trempe de l'université de Guelph. Elle a mis beaucoup l'emphase sur la recherche. Je pige au hasard, parmi mes notes, une année concernant les dépenses du gouvernement fédéral, et j'ai choisi le ministère de l'Agriculture en recherche pour l'année 1990. Je vous donne quelques idées et je vous invite à réfléchir sur ces chiffres.

Le gouvernement fédéral a dépensé presque la moitié de toutes ses dépenses de recherche en agriculture, soit 111 millions de dollars, dans le secteur des céréales. Les amis de l'Ouest ne se lamentent pas, bien sûr. Cent onze millions de dollars, près de la moitié. Or, le secteur des céréales ne représente que 6 p. 100 de la production agricole. La même année, 24 p. 100 des dépenses fédérales en recherche agricole ont été effectuées au secteur du lait, de la volaille et du porc.

• (1545)

Et tout à fait par hasard, la production de porc, de volaille et de lait est en majorité au Québec et, bien entendu, en Ontario.

Or, voyez-vous, moi, je suis un producteur agricole, membre de l'UPA. Je côtoie les agriculteurs. Samedi, j'ai passé toute la journée dans les rangs à circuler et, c'est bizarre, je n'ai pas vu un agriculteur se taper dans les mains en louangeant le Budget de ce gouvernement libéral, surtout en matière agricole. Je n'en ai pas vu un.

Lundi passé, j'étais à l'Encan Lafaille, à Coaticook. Plus d'une centaine de producteurs agricoles étaient présents. Je les questionnais. Ils étaient évidemment fiers de voir un des leurs se ramasser ici à Ottawa pour défendre leurs intérêts. Pas un n'était satisfait. Pas un.

Voyez-vous en Ontario, sur 99 circonscriptions—pardon, 98 circonscriptions libérales, puisqu'il n'y a qu'un échappé, un ami réformiste—vous comprendrez que la contestation me fait penser un peu à ce qu'on a connu au Québec dans les années 1970 lorsqu'il n'y avait que Roch LaSalle qui pouvait jouer un petit peu le rôle de l'opposition.

L'UPA et l'Association des producteurs laitiers sont littéralement déchaînées contre ce Budget. Ici, je citerai un extrait d'article de Claude Rivard en demandant à la députée de Guelph—Wellington de le commenter. Claude Rivard dit ceci dans un article de journal de mars 1995 intitulé «Le producteur de lait québécois»: «L'intention du gouvernement fédéral de se retirer complètement des programmes de contrôle laitier et d'évaluation génétique.» Cela en est de la recherche. Son gouvernement se retire et elle est contente de la recherche. Mon oeil.

[Traduction]

Mme Chamberlain: Madame la Présidente, le député de Frontenac a commencé par dire que j'avais bien de la chance d'être la députée de Guelph—Wellington. Et il avait bien raison. D'ailleurs, nous avons tous de la chance de vivre dans ce merveilleux pays qui s'appelle le Canada. Je tenais à le préciser.

Le député de Frontenac voulait parler de la R-D. Le gouvernement libéral maintiendra une excellente infrastructure de recherche au Québec, qui sera composée de quatre centres d'excellence nationaux situés à Lennoxville, à Saint-Hyacinthe, à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Sainte-Croix. Nous allons en fait transférer 53 postes de recherche de la région de la capitale nationale à ces centres pour permettre à nos chercheurs de se concentrer sur des secteurs de recherche hautement prioritaires pour les producteurs et les transformateurs du Québec aussi bien que ceux de l'est et du reste du Canada.

Nous sommes chanceux de vivre au Canada et de pouvoir compter sur le soutien du gouvernement fédéral, y compris le Québec.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Maheu): Je regrette de devoir interrompre l'honorable députée. Puisque son temps de parole est écoulé, nous reprenons le débat avec l'honorable député de Matapédia—Matane.

M. René Canuel (Matapédia—Matane, BQ): Madame la Présidente, je veux d'abord remercier mon collègue de Frontenac d'avoir provoqué cette journée de l'opposition sur l'agriculture. Il s'agit d'une journée extrêmement importante pour tous les agriculteurs et toutes les agricultrices du Québec et de tout le Canada.